

Les moyens d'affirmations des associations féministes dans la période de l'entre-deux-guerres

Doctorante Andreea Dimitriu

Université « Al. I. Cuza » Iași, Roumanie

Abstract: During the interwar period, the Feminist Movement witnesses a continuous growth, until 1930, manifested by the multiplying of its associations - a phenomenon followed by their association as The National Women Council – and by the amplification of its activities in the public sphere. After gaining - for the municipal elections - the right to vote, the evolution of the Movement is marked by the conflict between the Feminist leaders concerning the implication of women in the political life. The main means for the affirmation of the Feminist societies – like gatherings and public debate, petitions and written statements, the press and cultural and educational activities – bring the Movement to the public attention. Moreover, their intensification proves the maturation and the strengthening of the Feminist message. Consequently, one can consider the period taken into consideration as the highest peak of the Romanian Feminism.

Key words : Feminism, Association, Affirmation, Press

La période de l'entre-deux-guerres a connu l'apparition des revendications politiques, l'accomplissement d'une nouvelle plateforme de l'action féministe, en corrélation avec le développement de la société roumaine. Il est intéressant de voir comment les féministes ont lutté pour la reconnaissance de leurs droits civils (au commencement, les associations ont eu seulement des buts charitables¹), économiques et politiques.² La participation des femmes aux grands événements de l'histoire moderne et contemporaine de la Roumanie a contribué à la maturation en étapes des organisations des femmes et au développement des actions et des moyens d'affirmation des féministes dans l'espace public.

Cette étude constitue une réflexion sur les moyens d'action des associations, en observant que l'action peut être comprise comme une action collective, mais aussi individuelle, des femmes représentantes des associations, par des relations avec les personnalités culturelles et politiques. En même temps, on fait l'observation que le féminisme roumain, tout comme celui belge³, entre les deux guerres a deux périodes d'action : une période avant l'obtention des droits politiques partiels et une autre après l'octroi des droits politiques partiels.

Jusqu'aux années '30, le mouvement des femmes manifeste un processus d'unification et de solidarité, qui se veut un corollaire de l'union nationale achevée en 1918, celle qui impose aussi un changement de l'orientation du féminisme et de la mentalité sociale et politique.⁴ En ce sens, on observe la diversification des anciennes associations et la création d'autres, comme *L'Association pour l'émancipation civile et politique des femmes roumaines* (1919), qui se propose un double programme – « travailler collectivement pour l'accomplissement de la mission féministe et individuellement pour l'accomplissement de soi »⁵, *L'Union des Femmes Roumaines* (1918), qui devient au cours des années une fédération avec 104 associations⁶, un véritable catalyseur des actions féministes, *La Société Orthodoxe Nationale des femmes roumaines* (1910), et *La Ligue des droits et devoirs de la femme* (1918), la première intitulée féministe dans son programme.⁷

La nécessité d'une coordination au niveau national de l'action féministe a imposé la création du *Conseil National des Femmes* (1921), c'est-à-dire, une fédération à laquelle ont adhéré les associations, son but principal étant la réalisation des liaisons, d'une part entre toutes les manifestations de l'activité féministe en Roumanie et, d'autre part entre celles nationales et l'activité internationale. En ce sens on mentionne l'affiliation au *Conseil International des Femmes*, la plus imposante organisation féministe dans la période visée.

Cette première étape du féminisme roumain est suivie d'une deuxième « déconstructiviste », marquée par l'apparition du *Groupe National des Femmes Roumaines*, en 1929, et par un processus de dé-solidarité qui caractérise l'activité des féministes.⁸

Après cette courte introduction dans l'histoire du féminisme roumain d'entre les deux guerres, on revient au notre sujet, en mentionnant les principaux moyens utilisés des féministes pour la réalisation de leur propagande, comme les réunions et les débats publics, les mémoires et les pétitions adressées aux fors législatifs, la presse (ici on parle d'un côté de la presse générale, d'un autre, de celle féministe) et l'implication dans la politique (après 1929).

Les réunions et les débats constituent les plus importantes modalités de propagande, l'action des féministes étant toujours liée à la réflexion et à la vue. Alexandra Petrescu, dans son article sur les femmes et la politique en Roumanie et en Belgique, considère qu'en partant de l'idée de l'homme vu comme un « animal visuel »⁹, on peut comprendre le rôle important du regard dans l'action féministe. Tout comme la vue, les mots représentent aussi un élément important dans la propagande féministe, ainsi que les discours, les conférences et les débats nous dévoilent le parcours de la pensée féministe et son développement.¹⁰ En ce sens, l'une des plus grandes personnalités féministe roumaine, Calypso Corneliu Botez affirme dans son discours que « les femmes doivent lutter seules pour leur liberté [...] et elles doivent dire leur mot sur la société et sur le droit de vote. »¹¹

Une des causes du développement du mouvement féministe roumain d'après guerre est la fréquence de la manifestation du discours public. Les féministes accordent une importance plus grande à la modalité de se manifester publique, en s'imposant par la puissance des mots et par le nombre de plus en plus grande des conférences et des débats publics. Pourquoi le nombre ? Parce que le succès de ces idées d'émancipation et de changement de la situation de la femme ne s'explique que par une répétition continue de leur discours qui devient presque un rituel.¹² Des personnalités féministes, comme Elena Meissner, Alexandrina Grigore Cantacuzino, Calypso Corneliu Botez, Ella Negruzzi, Maria Baiulescu, Ortansa Satmary organisent des débats et donnent des conférences dans toutes les espaces publiques, en essayant d'obtenir la solidarisation de la société, surtout des femmes de tous les milieux sociales.¹³ Pour exemplifier, on peut rappeler les discours d'Alexandrine Cantacuzino : avec l'occasion de la 2^e Conférence de la Petite Entente des Femmes à Belgrade (en 1924); dans la réunion publique du *Conseil National des Femmes* de Bucarest (en 1925); les conférences périodiques soutenues dans plusieurs filiales de l'*Association pour l'émancipation civile et politique des femmes roumaines* sur le rôle sociale, politique et administratif de la femme et à la Fondation Carol, sur l'activité féministe national et internationale.

L'opinion publique entre en contact avec les idées des féministes aussi par les cercles d'études féminines organisées chaque semaine à Iași, Bucarest et d'autres villes à partir de l'année 1919, ou on discute les points de vue sur l'entrée des femmes en politiques, les possibilités de se faire remarquer dans l'espace public. Les réunions de la section de Bucarest de l'*Association* sont tenus au debout dans l'atelier de peinture et de sculpture de Cecilia Cuțescu-Storck, fait remarque dans le chapitre *Féminisme* de ses mémoires.¹⁴

L'année 1923 représente un moment important dans l'activité féministe, les documents de l'époque prouvant l'intensité plus grande de l'activisme, à l'occasion des discussions concernant le projet de la Constitution. C'est important de préciser les débats initiés par la Commission juridique du *Conseil National des Femmes*, réunis et publiés en 1924 et celles de l'Institut Sociale Roumain sous la direction de Dimitrie Gusti¹⁵, publiés dans un volume le même année.

La Maison de la Femme, fondée en 1928, devient le quartier central du *Conseil National de la Femme Roumaine*, son bout principal étant de donner la possibilité aux femmes de se réunir pour communiquer et pour s'aider. Ainsi, c'est ici qu'on découvre une intense activité par des consultations médicales et juridiques accordées gratuites aux femmes, l'existence d'une bibliothèque, d'un restaurant et d'une salle de conférences.¹⁶ L'activité est complétée par des cours d'assistance donnés aux élèves de l'Ecole d'Auxiliaires Sociales, des cours d'alphabétisation et des conférences publiques accordées par des personnalités

scientifiques roumaines et étrangères sur les problèmes sociaux de la femmes, comme la série sur le rôle de la famille initiée par la *Société Orthodoxe Nationale de la Femmes Roumaine*. Dans les années '30, la Maison de la Femme devient le lieu qui coordonne les activités féministes et un centre important de l'assistance sociale en Bucarest, mais aussi dans les autres régions du pays.¹⁷ Cécile Brunschvicg, l'une des principales féministes françaises, en faisant une visite en Roumanie à l'invitation d'Alexandrina Cantacuzino, au cours de l'année 1933, fait un article dans le journal *La Française*, disant « ...je confesse qu'à la Maison de la Femme j'ai éprouvé le péché d'envie. En France, les œuvres philanthropiques sont chez elles, mais nous, féministes, nous n'avons pas notre salle de réunion, notre bibliothèque. Est-ce trop tard ? »¹⁸

Les mémoires et les pétitions adressées aux fors législatifs représentent une autre modalité d'action utilisée par les féministes roumaines pour se faire remarquées. Elles sont les résultats des débats, des réunions, qui devraient présenter les principales revendications aux personnalités politiques. Si on parle des pétitions, on doit préciser que les premières datent de 1895, quand *La Ligue des Femmes Roumaines* envoie une pétition à la Chambre des députés demandant des droits civils pour les femmes mariées.¹⁹ L'association *Les Droits de la Femmes* commence, en 1913, une intense activité pétitionnaire pour l'obtention du droit du vote, l'année prochaine déposant un mémoire²⁰ dans la Chambre des députés. La première guerre mondiale constitue un moment important dans l'histoire du féminisme, les changements produits d'une part dans la situation sociale de la femme, par la nécessité de substituer les hommes dans tous les domaines, d'autre part dans le contexte politique nationale, par la réalisation de l'union des principautés, contribue à l'activisme de la propagande pétitionnaire. Ainsi, au cours de l'été 1917, un groupe des féministes de Moldavie, parmi lesquelles Ella Negruzzi, Olga Sturdza, Cornelia Emilian, Ana Conta-Kernbach et Elena Meissner, ont envoyés une pétition par Paul Bujor, pour demander la reconnaissance des droits intégraux des femmes dans la nouvelle constitution.²¹

Entre 1918 et 1923, on observe une intense activité de point de vue des pétitions et mémoires, les associations les envoyant après les discussions eues dans les réunions publiques, où des personnalités politiques et culturelles militent pour l'obtention du droit de vote. Le problème féministe devient l'objet des intenses débats dans le cadre des sessions parlementaires de novembre 1922 - mars 1923, quand les commissions discutent l'ante projet de la Constitution. Pendant toute la période les réunions et les mémoires abondent, et l'action se finalise par une réunion de toutes les associations féministes, au Théâtre « Regina Maria », pour protester.²²

La nouvelle loi législative adoptée en 1926 offre un nouvel impulse pour la campagne suffragiste, et à part des réunions publiques, *Le Conseil National des Femmes Roumaine* lance un manifeste programme publié en 100 000 exemplaires.²³ L'année 1929 connaît quelques progrès par l'obtention des droits électoraux pour les femmes dans les élections locales, en précisant qu'avant cette loi *l'Union des Femmes Roumaines*, avec les associations affiliées, réunit les revendications concernant la réforme administrative dans un mémoire envoyé aux autorités. Ce mémoire représente une synthèse des discours présentés dans les cercles féministes, et constitue le symbole de la solidarité des associations. L'Union du Code Civile, discutée en 1932, donnent aux organisations des femmes la possibilité d'actionner avec toute la force pour demander le droit de vote intégral. *Le Conseil National des Femmes Roumaines*, par sa commission juridique, *L'Union des Femmes Roumaines*, réunie dans un congrès à Craiova, en septembre 1931, font des propositions, organisent des délégations pour présenter au ministre de la Justice une motion pour demander des droits civils et politiques. L'Attitude des parlementaires donne l'occasion des nouveaux protestes, les associations en convoquant une grande manifestation publique à Bucarest. C'est ici qu'à la proposition de Maria Pop, on forme une délégation qui présente au Roi la motion, le résultat étant l'abolition de l'incapacité civile de la femme mariée.²⁴

En conclusion, les pétitions et les mémoires constituent les principales modalités des féministes pour faire connaître ses revendications aux autorités, l'intensité de leur utilisation étant plus grande dans les moments clés de l'histoire politique et de l'histoire du féminisme en Roumanie. Ces moments sont la Constitution (1923), la loi législative de 1926, la loi électorale de 1929 et l'unification du Code Civile (1932). Le dernier moment historique, comme la constitution de 1938, on a choisi de le laisser de côté, à cause du contexte politique dans lequel se produit, après l'instauration du régime autoritaire toutes les associations, comme tous les partis politiques, étant interdites.

À côté de la propagande faite par de conférences et par des pétitions, on doit souligner aussi le rôle important de celle faite par la presse. Pendant l'entre-deux-guerres, la presse a détenue « le monopole » absolu de la promotion des produits, des services culturelles et des idées, les féministes sachant l'importance des mots écrits. Naturellement, la presse existe pour dévoiler ce qui se passe au niveau de la société dans tous les domaines : politique, sociale, économique culturel et de divertissement. La triade composée d'une maison d'édition, une typographie et une librairie constituent le fondement de l'effort de la promotion culturelle au niveau urbain.²⁵

Quant à la presse, on note qu'il y a les journaux de grande tirage, comme « Universul », « Dimineața », « Scena », « Adevărul », « Gazeta Transilvaniei », « Dreptatea », « Carpați », « Țara noastră », « Opinia », où on trouve avec intermittence des articles concernant les problèmes sociaux, les droits de la femme, l'activité des féministes et le statut de la femme roumaine dans la société. Il est important de préciser que presque tous les journaux ont des rubriques et des chroniques dites « féminines », mais, en même temps, en observant la périodicité des débats concernant le mouvement féministe, il y a peu d'articles de la première page liés à ce sujet, la plupart étant situés dans la dernière page où représentant des simples annonces. On ne doit pas oublier que la société roumaine présente (même aujourd'hui) un caractère traditionaliste, la femme étant dans une relation de dépendance.²⁶

À part de ces journaux, il s'agit d'une l'intensification de la presse féministe, en liaison avec la diversification des associations, parce que chaque organisation a son organe de presse, par lequel fait connue ses idées et ses revendications. Si on précise que cette période représente l'apogée du mouvement féministe en Roumanie, pouvant trouver une centaine des associations et des filiales, on s'imagine le grand nombre des revues et des journaux que sortent ces années.

Avant 1918, on parle d'une période d'expérience en ce qui concerne l'activité journalistique, le début datant de l'année 1863, quand Constanța Dunca-Schiau fait apparaître pour seulement deux années la revue « Amicul Familiei ». Pour donner quelques exemples, on mentionne « Mama și copilul » (1865-1866), éditée par Maria Rosetti, « Femeia Română » (1878-1881), parue à Bucarest sous la direction de Maria Flechtenmacher, « Rândunica » (1893), éditée par Elena O. Sevastos, « Dochia » (1896) d'Adela Xenopol, « Buletinul Ligii Femeilor din România » (1896), paru à Iași sous la direction de Cornelia Emilian, « Unirea femeilor române » (1908), l'organe de presse de l'association *L'Union des Institutrices Roumaines* (1908), « Gazeta feminină », qui est l'organe de presse de *La Société Orthodoxe Nationale des Femmes Roumaines* (1910), « Viitorul românelor » et « Drepturile femeii », les deux parues en 1912, et « Revista noastră » (1915), l'organe de presse de *L'Union Culturelle des Femmes Roumaines*.²⁷

On doit souligner que toutes ces revues ont un rôle important d'une part dans la transmission et la diffusion des idées féministes, mais aussi comme « ferment » de l'union nationale, par les collaborateurs de toutes les régions roumaines et par l'idée centrale de l'union culturelle.²⁸ Une autre constatation qu'on peut faire est la présence dans les pages des revues surtout des idées concernant l'éducation culturelle et familiale de la femme, son rôle social, et très peu des idées sur les droits politiques. Après la guerre, les changements produits dans le domaine législatif, social et politique se reflètent aussi dans la presse féministe, par la croissance du nombre des revues et des journaux, par l'apparition d'une littérature féminine,

avec un discours aussi collective, aussi individuelle, pour sortir la femme de « l'indifférence des siècles »²⁹ et par la pénétration des femmes qui travaillent dans le domaine journalistique.

Chaque association a son bulletin pour présenter le programme et l'activité, pour faire des appels continus aux femmes de s'impliquer et de demander leur droits civiles et politiques. Ainsi, *L'Association pour l'émancipation civile et politique des femmes roumaines* présente dans son premier numéro, paru en janvier 1920, les buts et les moyens de changer le statut de la femme, par un plan en quatre points: « une action scientifique » réalisée par des cours et par des lectures ; « une action sociale », qui doit réveiller la conscience sociale de la femme, dévoiler son rôle primordiale dans l'assistance et la santé ; « une action culturelle » faite par des études spécialisées pour comprendre leur statut dans la famille et la société, c'est-à-dire des cours faciles et systématiques, des fêtes et des réunions éducatives, comme les veillées et les débats de chaque dimanche et « une action politique », qui manque jusqu'à ce moment. Toutes les « actions » se réalisent par des publications, des articles de journal, des manifestes et des protestes, des réunions publiques, conférences et congrès.³⁰

Valentina Focşa, la présidente de la filiale de *L'Association* de Piatra-Neamţ, publie deux revues – « *Acţiunea feministă* » et « *Foaia gospodinelor* » – la dernière étant liée d'une initiative concernant l'assistance sociale par des cercles des ménagères, qui se transforme dans une association distincte ; à Galaţi, Maria Castano édite le journal « *Ziarul nostru* ». *Le Conseil National des Femmes Roumaines*, formé en 1921, a son bulletin rédigé en français, et *La Société des écrivaines roumaines* édite la revue avec le même nom, qui fait le portait des féministes et l'analyse de leur œuvres, jusqu'en 1929, quand se produit le changement de son nom.³¹

« *Graiul femeii* », « *Gazeta femeii* », « *Gazeta femeilor* », « *Drumul femeii* », « *Tribuna femeii* » constituent d'autres titres des journaux féministes qui affirment et soutient les idées et les actions des organisations des femmes pour la reconnaissance des droits civiles et politiques. Ce qui frappe à la première vue est la présence presque obsessionnelle du mot « femme », expliquée par la création d'une conscience féministe assumée, le désir de légitimer leur activité, premièrement dans la société féminine, et puis dans l'espace public, mais aussi de marquer la différence face à l'autre presse. Les organisations et les associations féministes, à part la presse qui constitue le point fort de leur action, font aussi connues leur idéologie par des brochures et des rapports annuels publiés avec des difficultés.

L'implication dans la politique constitue une autre modalité d'action des féministes, surtout après l'année 1929, quand les femmes obtiennent le droit de voter et d'être élus dans le cadre des élections locales, mais avec des restrictions très importantes, comme par exemples avoir un diplôme, être fonctionnaire, être veuve ou décorée pendant la guerre. Cette situation déclenche une confrontation d'opinion entre les associations sur la tactique d'aborder l'entrée en politique.³² Avant ce succès féministe, on peut mentionner l'élection de Nora Lemeny, la déléguée de *La Réunion des Femmes Roumaines* de Sibiu, comme député dans « *Marele Sfat Naţional* » d'Alba-Iulia en 1918, ayant aussi la direction du Département de travail.³³

Alexandra Petrescu, dans ses études, parle de l'existence de « deux imaginaires politiques », en fonction de l'orientation des féministes, modérée ou radicale, le premier appartient à *L'Union des Femmes Roumaines*, sous la coordination de Maria Baiulescu, et l'autre exprime les idées du *Groupe Nationale des Femmes Roumaines*, présidé par Alexandrina Cantacuzino.³⁴

Après l'obtention du droit de vote partiel, Alexandrina Cantacuzino ne désire pas que les femmes s'impliquent en politique, s'inscrivant dans les partis des hommes, à cause de la corruption, et dans cette situation, elle imagine la création du *Groupe National*, qui doit être un parti des femmes, avec un programme et un statut, son but principal étant la préparation de l'élément féminin pour utiliser le droit obtenu et pour devenir une force politique, mais sans aucune liaison avec les partis déjà consacrés. On doit remarquer que son désir ne réussit pas, le *Groupe* n'ayant pas le temps de gagner l'expérience politique et d'avoir les moyens

nécessaires pour être accepté et reconnu dans le cadre des autres partis. En plus, les autres associations et féministes contestent fortement son action, en considérant que les femmes ne doivent pas s'exclure elles-seules, par la séparation de leur maris, et que la réussite des idées féministes consistent dans la collaboration avec les hommes dans le cadre du même parti, et pas par l'exclusion de l'élément masculin.³⁵

À part le « parti politique » des femmes, la plupart des féministes (pas assez nombreux si on prend en considération le nombre des femmes impliquées dans le mouvement en Roumanie) participent aux élections municipales de l'année 1930, sur les listes du Parti National Paysan, celui qui accorde ce droit aux femmes et qui a dans son programme une série des réformes concernant le statut de la femme, et le Parti National Libéral. Les résultats sont importants, il y a trois femmes maires, plus de 220 conciliaires municipales à Bucarest, Iași, Roman et d'autres villes. La capitale de la Roumanie connaît la réussite des personnalités féministes, ainsi Calypso Botez, Ortansa Satmary, Florica Georgescu, Ella Negruzzi, deviennent des conseillers, ayant des activités surtout dans l'assistance sociale (le domaine par excellence réservée aux femmes). On doit aussi mentionner les tensions et les conflits parus à l'intérieure des associations, l'implication politique dans le Parti National Paysan étant aussi un risque après la finalisation du mandat, par le passage dans l'opposition. En corrélation avec les tensions internes, il est important de préciser les difficultés dans l'accomplissement de leur mandat, et le scandale politique médiatisé dans la presse, concernant trois conseillères de Bucarest, accusées d'avoir acceptées leur indemnité comme leurs collègues. Même si on a des femmes conciliaires et maires, la plupart d'entre elles hésitent de voter, d'une part à cause de l'ironie et des rumeurs parus dans la presse, d'autre part à cause de leur indifférence.³⁶

Les problèmes concernant les femmes et la politiques, comme le manque d'implication, l'hésitation d'exercer le droit du vote, la création et le développement des sections féminines dans le cadre des partis, son rôle et son activités, sont abordées avec force des féministes (peu comme nombre), qui ont des fonctions aussi dans les associations, aussi dans les sections féminines. L'ouverture vers les femmes est faite par leur acceptation dans les structures du parti, même dans des fonctions importantes. Un exemple est Maria Pop, membre de *L'Union des Femmes Roumaines*, qui devient la première femme qui occupe une place dans la direction centrale du Parti National Paysan.

Après notre analyse, on constate que le nombre des femmes actives du point de vue politique est faible par comparaison avec les femmes ayant ce droit, à cause de l'hésitation, de la société encore traditionaliste, de l'ironie montrée par les hommes et par tout ce qui représente l'espace publique. Le nombre des femmes ayant des fonctions dans les partis diminue de trois en 1934 dans le Parti National Libéral, à deux en 1937 et une en 1938.³⁷ Cette situation montre la fausse désire des partis d'accepter les droits politiques intégrales de la femme et leur présence dans la direction centrale, étant surtout intéressés d'attirer le soutien électoral de l'élément féminin.

Les féministes parlent dans leurs programmes et leurs discours de la nécessité d'une propagande écrite, réalisée par les brochures, les publications et les articles de presse et d'une propagande orale, faite dans des réunions, des conférences et des débats publics. Les lieux de la « représentation » sont soit les écoles, les institutions publiques ou les salles de fêtes, soit les maisons privées des féministes, comme par exemple celles organisées dans l'atelier de peinture de Cecilia Cuțescu-Storck. Il est important de rappeler la réalisation de la Maison de la Femme, le lieu central du féminisme roumain à partir de l'année 1928, où s'organisent des cours, des conférences et des congrès féministes, étant en même temps un centre de l'assistance sociale de Bucarest.

Pendant toute la période visée, les féministes agissent pour obtenir le changement du statut de la femme, de la législation et de la mentalité, en utilisant une diversité des modes d'action; en ce sens, Michelle Perrot³⁸ observe que le lexique utilisé dans les discours et la

presse est celui de la démocratie : réunions et débats publics, manifestes et pétitions envoyées aux fors législatifs, motions et journaux.

Les actions des féministes pour leurs droits civils et politiques connaissent une évolution constante, un accroissement progressif jusqu'en 1930, un moment important dans l'histoire du féminisme par l'obtention du droit de vote aux élections municipales et par le fait qu'à partir de cette année, on observe le commencement d'un conflit entre les associations en ce qui concerne l'implication des femmes dans les partis. Dans toutes les activités, les mots jouent un rôle primordial : les discours, les conférences, les articles de presse et les publications représentent « l'image » du féminisme roumain, de ses idées et de ses revendications sur l'espace publique.

Notes

- [1] Pour donner seulement quelques exemples d'associations féministes, nous énumérons La Société des Dames roumaines de Bucovine, L'Association de bienfaisance « Caritatea » (1884), L'Association « Armonia » (1884), L'Association de bienfaisance l'Obole (1883), La Réunion des femmes roumaines de Braşov (1850), de Iaşi (1867) et autres. Pour plusieurs informations v. Mihăilescu, Ş., *Emanciparea femeii române. Antologie de texte*, vol. I, 1815-1918, Ecumenică, Bucureşti, 2001; *Idem, Din istoria feminismului românesc. Antologie de texte (1838-1929)*, vol. I, Polirom, Iaşi, 2002; Ciupală, A., (coord.), *Istoria femeii din România în documente (1866-1918)*, Universităţii, Bucureşti, 2008.
- [2] Petrescu, A., *Le féminisme roumain et le vote universel entre les deux guerres*, in *Studia Politica. Revue roumaine de science politique*, vol. III, no. 3, 2003, p. 781.
- [3] Petrescu, A., *Femmes et politique en Roumanie et en Belgique*, in *Studia Politica. Revue roumaine de science politique*, vol. VI, no. 3, 2006, pp. 641-665.
- [4] Petrescu, A., *Pouvoir aux femmes et femmes au pouvoir ? Le mouvement des femmes roumaines en débat (1929-1944)*, in *Studia Politica. Revue roumaine de science politique*, vol. V, no. 3, 2005, p. 666 ; voir aussi Florescu, Gh. I., *Cu privire la mişcarea pentru emanciparea civilă și politică a femeii (1918-1921)*, in *Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie « A. D. Xenopol »*, no. X, 1973, p. 296.
- [5] Mihăilescu, Ş., *Din istoria feminismului românesc. Anthologie de texte (1838-1929)*, Polirom, Iaşi, 2002, pp. 37-38 ; voir aussi Petrescu, A., *op. cit.*, pp. 793-794.
- [6] Cosma, G., *Aspecte privind mişcarea feministă din România în perioada interbelică. Anii '30*, in Cosma, G., Țârău, V. (coord.), *Condiția femeii în România în sec. XX. Studii de caz*, Presa Universitară Clujeană, Cluj, 2002, p. 84. *Apud Anuarul «Uniunii Femeilor Române» din România Mare. Al XX-lea an de la întemeiere*, Braşov, 1933, p. [7] Voir Miroiu, M. (coord.), *Lexicon feminist*, Polirom, Iaşi, 2002, pp. 198-206.
- [8] Petrescu, A., *op. cit.*, p. 667.
- [9] Langaney, A., *Comprendre l'autrisme*, in *Le Genre Humain. La science face au racisme*, reedition du premier numero de la revue *Le Genre Humain*, Complexe, Bruxelles, 1986, p. 95.
- [10] Petrescu, A., *op. cit.*, pp. 652-665.
- [11] Botez, C. C., *Problema drepturilor femeii române*, Atelierele grafice SOCEC&Co, Bucureşti, 1919, pp. 18-19. [12] Petrescu, A., *op. cit.*, p. 784; voir aussi Goffman, E., *Les moments et leurs hommes*, (textes recueillis et presentes par Yves Winkin), Seuil/Minuit, Paris, 1980, p. 159.
- [13] Liiceanu, A., *Rivalitate și solidaritate: începuturile feminismului în România*, in Nicolaescu, M., *Cine suntem noi? Despre identitatea femeilor din România modernă*, Anima, Bucureşti, 1996, p. 33-34; *Secolul XX*, no. 7-9, 1996, pp. 119-135.
- [14] Cuțescu-Storck, C., *Fresca unei vieți*, Vreamea, Bucureşti, 2006, p. 287.
- [15] Turliuc, C., *Statutul juridic al femeii în dezbaterile constituționale de la 1866 și 1923*, in Turliuc, C. și Maria N., *Condiția femeii în societatea modernă*, Fundația Academică „A. D. Xenopol”, Iaşi, 2004, pp. 72-74.
- [16] Cosma, G., *Femeile și politica în România. Evoluția dreptului de vot în perioada interbelică*, Presa Universitară Clujeană, Cluj, 2002, pp. 38-39.
- [17] Mihăilescu, Ş., *Din istoria feminismului românesc. Antologie de texte (1929-1948)*, Polirom, Iaşi, 2006, pp. 34-35.
- [18] Brunschvicg, «Chez les feministes de l'Europe Orientale. Roumanie», in *La Francaise*, n° 1080, 1933, f. 3; voir aussi Petrescu, A., *Femeia în imaginarul politic*, Ars Docendi, 2008, pp. 122-126.
- [19] Popescu, L., *Politica sexelor*, Maiko, Bucureşti, 2004, p. 73; voir aussi *Les Débats de la Chambre des Députés*, session 1895/1896, réunion du 5 mars 1896, p. 463.
- [20] Cosma, G., *op. cit.*, p. 17.
- [21] Mihăilescu, Ş., *op. cit.*, 2002, p. 36.
- [22] Cosma, G., *op. cit.*, pp. 45-47.
- [23] *Ibidem*, p. 47-48.
- [24] Mihăilescu, Ş., *op. cit.*, 2006, p. 38-40.

- [25] Crăciun, C., *Presa scrisă ca factor principal de culturalizare în anii interbelici*, in *Țara Bârsei*, n° 7, Brașov, 2008, pp. 167-168.
- [26] Tănase, C., *Mișcarea feministă reflectată în presa interbelică*, in *Țara Bârsei*, n° 7, Brașov, 2008, p. 172.
- [27] Miroiu, M. (coord.), *op. cit.*, pp. 200-203.
- [28] Popa, M., *Incursiuni în presa românească*, Eikon, Cluj, 2009, pp. 238-239.
- [29] Liiceanu, A., *op. cit.*, pp. 35-37.
- [30] Mihăilescu, Ș., *op. cit.*, 2002, p. 211-212; voir aussi Buțureanu, Maria C., *Asociația pentru emanciparea civilă și politică a femeilor române. Buletin trimestrial*, n° 1, Iași, janvier 1919-1920, pp. 3-9.
- [31] Cosma, G., *op. cit.*, p. 20; voir aussi Miroiu, M. (coord.), *Lexicon feminist*, pp. 204-205.
- [32] Mihăilescu, Ș., *op. cit.*, 2006, p. 24-25.
- [33] Mihăilescu, Ș., *op. cit.*, 2002, p. 35; Eleonora Lemeny (1885-?), la première femme docteur en lettre a l'universite de Cluj; la niece d'Ioan Bran Lemeny (l'ancien secretaire de la Grande Reunion Nationale des Roumains de Blaj – le 3/15 mai 1848); membre de la section didactique d'ASTRA, impliquee dans le mouvement feministe de Transilvanie.
- [34] Petrescu, A., *op. cit.*, p. 19.
- [35] Mihăilescu, Ș., *op. cit.*, 2006, p. 25-26; voir aussi Cantacuzino, A., *Femeile în fața dreptului de vot. Programul de luptă al Grupării Femeilor Române*, Tipografia Capitalei, București, 1929.
- [36] Cosma, G., *op. cit.*, p. 106-113.
- [37] Petrescu, A., *op. cit.*, pp. 21-22.
- [38] Perrot, M., *Preface*, in Gubin, E., Jacques, C., Rochefort, F., Studer, B., Thebaud, Fr., Zancarini-Fournel, M. (sous la direction de), *Le Siecle des feminismes*, Les Editions de l'Atelier/Editions Ouvrieres, Paris, 2004, p. 12.

Références bibliographiques

- Botez, C. C., *Problema drepturilor femeii române*, Atelierele grafice SOCEC&Co, București, 1919.
- Brunschvicg, «Chez les feministes de l'Europe Orientale. Roumanie», in *La Francaise*, n° 1080, 1933.
- Buțureanu, Maria C., *Asociația pentru emanciparea civilă și politică a femeilor române. Buletin trimestrial*, n° 1, Iași, 1919-1920.
- Cosma, G., *Aspecte privind mișcarea feministă din România în perioada interbelică. Anii '30*, in Cosma, G., Țărău, V. (coord.), *Condiția femeii în România în sec. XX. Studii de caz*, Presa Universitară Clujeană, Cluj, 2002.
- Cosma, G., *Femeile și politica în România. Evoluția dreptului de vot în perioada interbelică*, Presa Universitară Clujeană, Cluj, 2002.
- Crăciun, C., *Presa scrisă ca factor principal de culturalizare în anii interbelici*, in *Țara Bârsei*, n° 7, Brașov, 2008. Cuțescu-Storck, C., *Fresca unei vieți*, Vreamea, București, 2006.
- Florescu, Gh. I., *Cu privire la mișcarea pentru emanciparea civilă și politică a femeii (1918-1921)*, in *Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie « A. D. Xenopol »*, no. X, 1973.
- Goffman, E., *Les moments et leurs hommes*, (textes recueillis et presentes par Yves Winkin), Seuil/Minuit, Paris, 1980.
- Gubin, E., Jacques, C., Rochefort, F., Studer, B., Thebaud, Fr., Zancarini-Fournel, M. (sous la direction de), *Le Siecle des feminismes*, Les Editions de l'Atelier/Editions Ouvrieres, Paris, 2004.
- Langaney, A., *Comprendre l'autrisme*, in *Le Genre Humain. La science face au racisme*, reedition du premier numero de la revue *Le Genre Humain*, Complexe, Bruxelles, 1986.
- Liiceanu, A., *Rivalitate și solidaritate: începuturile feminismului în România*, in Nicolaescu, M., *Cine suntem noi? Despre identitatea femeilor din România modernă*, Anima, București, 1996.
- Mihăilescu, Ș., *Din istoria feminismului românesc. Antologie de texte (1838-1929)*, vol. I, Polirom, Iași, 2002.
- Mihăilescu, Ș., *Din istoria feminismului românesc. Antologie de texte (1929-1948)*, vol. II, Polirom, Iași, 2006.
- Miroiu, M. (coord.), *Lexicon feminist*, Polirom, Iași, 2002.
- Petrescu, A., *Femeia în imaginarul politic*, Ars Docendi, 2008.
- Petrescu, A., *Femmes et politique en Roumanie et en Belgique*, in *Studia Politica. Revue roumaine de science politique*, vol. VI, no. 3, 2006.
- Petrescu, A., *Le féminisme roumain et le vote universel entre les deux guerres*, in *Studia Politica. Revue roumaine de science politique*, vol. III, no. 3, 2003.
- Petrescu, A., *Pouvoir aux femmes et femmes au pouvoir ? Le mouvement des femmes roumaines en débat (1929-1944)*, in *Studia Politica. Revue roumaine de science politique*, vol. V, no. 3, 2005.
- Popa, M., *Incursiuni în presa românească*, Eikon, Cluj, 2009.
- Popescu, L., *Politica sexelor*, Maiko, București, 2004.
- Tănase, C., *Mișcarea feministă reflectată în presa interbelică*, in *Țara Bârsei*, n° 7, Brașov, 2008.
- Turliuc, C., *Statutul juridic al femeii în dezbaterile constituționale de la 1866 și 1923*, in Turliuc, C. și Maria N., *Condiția femeii în societatea modernă*, Fundația Academică „A. D. Xenopol”, Iași, 2004.